



Déclaration de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) à la Commission des Nations Unies pour la Condition de la Femme 64 (CSW64) sur Beijing+25



UCLGWOMEN
An Equality Driven Movement

Déclaration de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) à la Commission des Nations Unies pour la Condition de la Femme 64 (CSW64) sur Beijing+25

Nous, maires, représentant.e.s élu.e.s locaux.les et régionaux.les, et nos associations représentatives :

 **REMÉMORONS** la Déclaration Mondiale de IULA de 1998 sur les Femmes dans les Gouvernements Locaux; l'Agenda Mondial de Paris des Gouvernements Locaux et Régionaux pour l'Égalité entre les Femmes et les Hommes dans la Vie Locale de 2013; la Charte Européenne pour l'Égalité entre les Femmes et les Hommes dans la Vie Locale de 2006.

 **RAPPELONS** que la Déclaration de Beijing et son Programme d'Action, en particulier l'Article 36 déclarant que les organisations internationales, telles que l'Organisation Mondiale CGLU, ont un rôle important à jouer dans la mise en œuvre du Plan d'Action des Nations Unies, et de l'Agenda 2030, en particulier l'objectif 11 sur les villes durables, l'objectif 5 sur l'égalité des genres, ainsi que l'intégration de l'égalité des genres dans tous les autres objectifs.

 **SOULIGNONS** que, même si on a pu observer un fort accroissement de la mobilisation des femmes dans de nombreuses régions du monde ces dernières années, la décennie en cours a été fortement marquée par des menaces contre l'égalité des genres et les droits des femmes, sur tous les continents. Nous expérimentons un important revers qui vise les cadres institutionnels et politiques de l'égalité des genres, notamment l'intégration de la dimension de genre, la participation politique, la protection sociale et du travail, l'éducation, la santé et les droits sexuels et reproductifs, ainsi que la prévention et la lutte contre toutes les formes de violence envers les femmes et les filles.

 **SOUTENONS** que les problèmes et les défis auxquels l'humanité fait face sont mondiaux, et doivent pourtant être traités au niveau local. Ces défis affectent les populations vulnérables et, en particulier, les femmes et les filles, à un degré supérieur. L'atteinte de l'égalité nécessite l'action continue des gouvernements locaux démocratiques, égaux et durables au sein desquels les femmes et les hommes ont accès de manière égale à la prise de décision, aux ressources, et aux services, et au sein desquels elles et ils sont traité.e.s de manière égale.

 **SOULIGNONS** la nécessité d'un engagement renouvelé et puissant pour l'égalité, et de son assimilation réelle et effective dans les politiques publiques locales, régionales et nationales. Les contributions des gouvernements locaux et régionaux sont essentielles pour réaliser les 17 ODD, dont l'ODD 5, et le Programme d'action de Beijing. Cependant, le travail des gouvernements locaux et régionaux pour l'atteinte de l'égalité des genres, en particulier concernant la garantie d'un accès égal à la sphère publique et à la prise de décision, est souvent négligé dans le contexte international.

 **NOUS ENGAGEONS** à promouvoir l'égalité des genres également à l'échelle mondiale, et participer à Génération Égalité par le biais de notre Organisation mondiale, en améliorant la condition des femmes, en considérant notamment que l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes constituent à la fois un objectif et un outil pour le développement durable de toutes les communautés à travers le monde, tel que le décrit l'ODD5 de l'Agenda 2030, ainsi que le Programme d'Action de Beijing.

diale, et participer à Génération Égalité par le biais de notre Organisation mondiale, en améliorant la condition des femmes, en considérant notamment que l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes constituent à la fois un objectif et un outil pour le développement durable de toutes les communautés à travers le monde, tel que le décrit l'ODD5 de l'Agenda 2030, ainsi que le Programme d'Action de Beijing.

 **APPELONS** les gouvernements nationaux et entités des Nations Unies, réunies à New York à l'occasion du CSW64, à fournir des financements adéquats, et à reconnaître l'important rôle joué par les gouvernements locaux et régionaux dans la promotion de l'égalité des genres, dans le but de nourrir une approche stratégique élargie et intersectorielle envers la mise en œuvre des objectifs définis par l'Agenda 2030 des Nations Unies, y compris l'ODD5 sur l'égalité des genres, ainsi que le Programme d'Action de Beijing.

 **APPELONS** les femmes et hommes élu.e.s dans les villes et gouvernements locaux et régionaux du monde entier, à poursuivre activement leur engagement dans leur rôle crucial de gardiens de la démocratie locale, ainsi qu'à multiplier les efforts et à prendre des actions concrètes et des mesures coercitives en faveur d'une localisation efficace, et de la mise en œuvre adéquate de l'égalité, de l'intégration de la dimension genre, de l'éradication de toutes les violences basées sur le genre et de l'autonomisation des femmes et des filles pour toutes les communautés à travers tous les continents, afin de ne laisser personne, ni aucun territoire, pour compte.

DÉCIDER POUR ELLES-MÊMES

La violence basée sur le genre

.....

Les gouvernements locaux et régionaux sont les mieux placés pour répondre directement aux questions concernant le harcèlement, la violence et les pratiques violentes envers les femmes, à la fois dans les sphères publique et privée, et dans tous les domaines, y compris les domaines politiques, socioculturels et économiques. Les politiques locales, la planification de services locaux publics, accessibles et de qualité, et la planification urbaine, en particulier la création et la maintenance d'espaces publics qui tiennent compte des besoins spécifiques des filles et des femmes, sont des outils essentiels pour répondre à la violence faite aux femmes. En termes de prévention, les gouvernements locaux et régionaux ont un rôle important à jouer dans la prévention de la violence contre les femmes et les filles, notamment concernant la protection des survivantes et la garantie de l'accès à des soutiens et des services appropriés, comme les abris, les centres d'accueil et de conseil, ou l'assistance médicale et légale, ainsi que dans la promotion des conditions favorables à la liberté, le développement personnel et l'autonomisation collective.

La justice économique et les droits économiques

.....

Además de su deber de garantizar la igualdad de acceso de la mujer a las oportunidades, la tierra y los recursos económicos y naturales, los gobiernos locales y regionales pueden tener un impacto significativo en la vida de la mujer utilizando prácticas de empleo justas y asegurando la prestación de servicios no discriminatorios a los ciudadanos, ya que son los principales empleadores, planificadores y proveedores de servicios. Pueden

establecer mecanismos para facilitar a las mujeres la obtención de documentos jurídicos básicos, prestar servicios de asistencia jurídica que las apoyen en el ejercicio de sus derechos y garantizar su participación en la gobernanza de la tierra y en los procesos de formulación de políticas. Un gran número de experiencias, políticas y acciones para el logro de la igualdad de género se pueden encontrar directamente sobre el terreno.

Le droit à disposer de son corps, et la santé et les droits sexuels reproductifs (SDSR)

Les gouvernements locaux et régionaux sont en première ligne pour mettre en œuvre des mécanismes qui permettent de garantir que la santé et les droits sexuels et reproductifs sont reconnus et promus en tant que droits humains, comme le définissent par ailleurs les Nations Unies, et d'en assurer la mise en œuvre effective, en étroite collaboration avec les acteurs locaux adéquats, y compris les fournisseurs de soins. La prise de décision politique locale peut contribuer au développement d'environnements plus sûrs et plus justes qui permettent aux femmes et aux filles d'accéder aux connaissances et outils nécessaires pour garantir leur autonomie corporelle, notamment leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs. Ces droits ne doivent pas interférer dans leur capacité à avoir un rôle actif dans la vie sociale, économique et politique. Dans cette perspective, les gouvernements locaux et régionaux contribuent à garantir l'éducation pour tou•te•s (ODD 4 sur une éducation de qualité), en portant une attention particulière à l'accès égal des filles et des garçons à l'éducation. L'éducation doit en effet contribuer à sensibiliser aux stéréotypes de genre et à leur déconstruction, en incluant des perspectives intersectionnelles, afin de commencer à réduire les inégalités de genre et contribuer à mettre un terme à la violence basée sur le genre.

Les mouvements et réseau internationaux de femmes pour la justice climatique

Les femmes et les filles, en particulier les femmes vivant en situation de pauvreté, sont plus vulnérables face aux impacts du changement climatique. Elles ont tendance à être confrontées à des risques plus élevés à cause du rôle, biaisé par le genre, qui leur est en général attribué dans le travail de soins et dans la collecte et la gestion de la nourriture et de l'eau. Bien que ces femmes soient souvent celles qui impactent le moins notre planète en termes d'empreinte carbone, elles restent celles qui sont le plus souvent exposées. Les collectivités locales et régionales doivent promouvoir une transition qui passe d'économies destructives basées sur le profit vers des pratiques justes, sensibles au genre et pensées localement, afin de parvenir à des sociétés équitables, écologiquement durables et centrées sur les personnes.

La technologie et l'innovation pour l'égalité des genres

La technologie offre de nombreuses possibilités au regard de l'avancement des droits des femmes et de l'accroissement des opportunités qui leurs sont offertes, mais elle peut aussi présenter des risques. L'écart significatif entre les femmes et les hommes dans le secteur numérique en est clairement un signe.

Les vocations et carrières des femmes dans le secteur technologique sont significativement plus réduites que celles des hommes, ce qui impacte directement leurs opportunités professionnelles, ainsi que les décisions prises par les compagnies technologiques. Ceci, ajouté au manque de données désagrégées sur le genre, entraîne des conséquences négatives sur la capacité des politiques publiques et de l'intelligence artificielle à éviter de reproduire des préjugés de genre. Dans ce contexte, il est essentiel de développer et renforcer les capacités des femmes dans les pratiques digitales, en promouvant les vocations technologiques parmi les filles et les jeunes femmes, et en recueillant des

données désagrégées par sexe, afin d'ouvrir la possibilité d'un changement innovant qualitatif, notamment grâce au développement d'indicateurs de suivi basés sur le genre. Ces pratiques permettront d'informer les futures initiatives, actions et programmes en faveur de la pleine réalisation de l'égalité des genres, des droits et des opportunités. Une autre priorité est de faire parvenir les activités de sensibilisation, communication et plaidoyer à tous les groupes d'âge et tous les contextes sociaux. Ce point est fondamental afin de garantir l'appropriation et faciliter la réalisation d'un résultat durable. Liderazgo de los movimientos de mujeres y redes internacionales.

La justice économique et les droits économiques

.....

Dans son rapport 2019 sur l'avancement de l'ODD5, les Nations Unies soulignent que les femmes continuent à être sous-représentées dans les positions de direction, et ce à tous les niveaux de gouvernement, dans la plupart des pays du monde. Les gouvernements locaux et partis politiques doivent agir pour accroître la représentation des femmes dans les fonctions élues, administratives et nommées aux plus hauts niveaux de nos propres institutions. Cet objectif peut être atteint grâce à une combinaison de mesures de lutte contre les discriminations et d'action positive, ainsi que par un soutien supplémentaire passant par des programmes de tutorat, des schémas de travail flexibles et de services de garde d'enfants abordables, ainsi que d'autres mécanismes visant à soutenir et encourager les politiques qui reconnaissent la valeur du travail de soins, principalement fourni par les femmes, et en y sensibilisant les communautés par le respect et, si possible, la rémunération. Cela devrait être également influencé par les mouvements et réseaux de femmes locaux, régionaux, nationaux et internationaux, avec l'appui des pouvoirs publics locaux et régionaux, qui assumeront leur responsabilité à fournir et promouvoir des mécanismes pour renforcer les organisations de la société civile travaillant à la réalisation de l'égalité des genres.



UCLGWOMEN

An Equality Driven Movement